

ÉTATS-UNIS

Déclaration du Secrétaire d'État Steven T. Mnuchin à l'Assemblée annuelle de la Banque pour la reconstruction et le développement

WASHINGTON – *Le Secrétaire d'État américain Steven T. Mnuchin, en tant que Gouverneur représentant les États-Unis d'Amérique, a présenté la déclaration suivante lors de l'Assemblée annuelle 2020 de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement :*

Au nom des États-Unis, je tiens à remercier la direction et le personnel de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD) pour les efforts qu'ils ont mobilisés afin de rendre possible l'Assemblée du Conseil des gouverneurs et un vote en mode virtuel, et pour l'aide considérable fournie par la BERD afin d'aider les pays et les entreprises, petites ou grandes, à gérer les importantes répercussions économiques de la COVID-19. J'aimerais aussi remercier le Président par intérim, Jürgen Riegerink, qui a aidé à piloter la BERD pendant la période de transition entre deux présidences.

Nous nous réunissons en des temps extrêmement difficiles pour l'économie mondiale. Le plein impact économique de la COVID-19 reste pour l'heure inconnu. Ce seront les pays qui ont moins progressé sur la voie de la transition vers l'économie de marché qui pâtiront le plus de cette crise économique. Ces pays sont entrés dans la crise avec une marge budgétaire bien plus étroite, des conditions d'investissement moins favorables et une plus grande dépendance vis-à-vis des envois de fonds de l'étranger. Les petites et moyennes entreprises (PME) dans des secteurs comme le tourisme seront les plus sévèrement frappées.

La seule voie possible vers une reprise durable pour nos pays est qu'ils continuent d'appliquer les principes au cœur de la mission de la BERD : la promotion d'une économie de marché, de l'esprit d'entreprise, de la démocratie pluraliste et du pluralisme. Il est essentiel pour les pays d'opérations de la BERD, y compris l'Ukraine et le Bélarus, d'éviter un retour en arrière en ces temps que nous traversons. En Ukraine, l'appui de la BERD sous forme de conseils est nécessaire afin d'encourager des réformes significatives sur le plan économique et en matière de gouvernance, tandis qu'au Bélarus, un dialogue dans le cadre de la BERD pourrait contribuer à favoriser un processus démocratique légitime.

Depuis sa création, la BERD a joué un rôle critique pour aider l'Europe centrale et orientale à relever de nombreux défis, notamment la sortie du communisme, le conflit dans l'Ouest des Balkans, l'adhésion à l'UE et la crise financière mondiale. En étendant son champ d'action au bassin méditerranéen, la Banque s'est taillé un rôle important dans la promotion des réformes du secteur privé. Les États-Unis maintiennent fermement leur engagement vis-à-vis de la BERD et ont tout récemment apporté leur appui à des programmes de la Banque visant à encourager le développement des PME dans toute la région et la réforme de la gouvernance en Ukraine par l'apport de ressources complémentaires bilatérales à travers des fonds multi-donateurs. Nous avons pleinement conscience des importantes alternatives que propose la BERD par opposition à une diplomatie fondée sur le piège de l'endettement et les politiques mercantilistes et autoritaristes d'acteurs mal intentionnés qui cherchent à accroître leur influence sur les pays d'opérations de la BERD.

Ce contexte met en évidence l'importance du Cadre stratégique et capitalistique 2021-25. Ce Cadre doit trouver un juste équilibre entre la mobilisation relative aux problèmes à court terme et le maintien de la priorité accordée par la Banque à ses mandats essentiels en matière de transition. Tandis que le monde se remet de cette pandémie à moyen terme, les connaissances spécialisées de la BERD sur le développement du secteur privé seront cruciales pour faciliter un redressement rapide de la croissance économique et la création d'emplois, en particulier dans les économies moins avancées. Nous sommes entièrement favorables à la proposition de continuer de consacrer au moins 75 % des investissements au secteur privé durant les cinq prochaines années.

Il est particulièrement important pour les pays moins développés de déployer leur secteur privé. Nous demandons instamment à la Banque de mettre en œuvre intégralement l'objectif du Cadre qui est d'augmenter la part de l'investissement destinée aux pays moins avancés dans leur transition vers une économie de marché. Nous sommes impatients de voir la Banque adopter des approches plus ciblées pour aider les pays plus avancés dans leur progression à leur approche de la phase de gradation, afin de libérer des ressources pour d'autres.

Le Cadre comporte des éléments importants pour assurer une responsabilisation et une viabilité financières, y compris la mise en place d'une marge de capital de 2 %. Cela contribuera à assurer une offre de crédit disciplinée et dotera la Banque de capacités anticycliques qu'elle pourra utiliser le cas échéant. Elle pourra ainsi se positionner afin de rester réactive aux besoins de ses pays d'opérations à moyen terme.

Le caractère international de la BERD et son actionnariat diversifié demeurent des forces fondamentales. Nous avons hâte que le nouveau Président ou la nouvelle Présidente de la BERD tire parti de ces forces et des orientations prudentes données dans le Cadre stratégique et capitalistique 2021-25 pour faire progresser la réponse à la pandémie de la COVID-19 et les mandats de transition de la Banque. Les États-Unis resteront un solide partenaire de la BERD et de ses pays d'opérations dans cette dynamique.